



AG de rentrée : des personnels en colère et déterminés

Postes, salaires, conditions de travail, prix du carburant, santé, retraites, soutien aux lycéens...

« Une soixantaine de Personnels des collèges et lycées, enseignants, AESH, représentant 31 établissements publics, réunis en Assemblée Générale ce jeudi 1^{er} octobre 2026 avec le syndicat Force Ouvrière à Lille, constatent que les conditions de la rentrée scolaire sont pires que jamais !

Le gouvernement et ses ministres œuvrent à **nous priver des moyens pour exercer nos professions**, à **réduire les droits qui protègent notre santé**, à **dégrader nos conditions de travail**, à nous précariser, à nous diviser et à nous exposer à la vindicte des parents et de la population.

Déni de l'urgence climatique par la suppression des budgets pour la rénovation des établissements. Nous travaillons dans des établissements inadaptés au changement climatique. Les canicules du printemps et de l'été 2026 n'étaient qu'un avant-goût de ce qui nous attend et rien n'est fait ni prévu pour protéger ni les personnels ni les élèves. C'est une mise en danger délibérée de la part de l'Éducation nationale, des collectivités territoriales et de l'État.

Effectifs par classe en hausse pour une démographie en baisse ! Notre académie a subi les pires suppressions d'heures d'enseignement. Résultat, des suppressions de centaines de postes au motif qu'il y aurait moins d'élèves. Mais nous en avons de plus en plus dans nos classes ! Les 35 élèves sont la norme dans les lycées. Mais aussi, plus de 30 élèves dans certains collèges, y compris en REP et REP+.

« **Notre charge de travail** augmente considérablement, avec bien souvent des missions hors cadre statutaire, que ce soit pour les professeurs, les AESH ou les AED. **Pendant ce temps, le gouvernement annonce le gel des salaires et du point d'indice, et les prix des carburants continuent de flamber.** Il refuse un **statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH** avec un salaire à temps plein pour 24h d'accompagnement. Il refuse une **grille de rémunération nationale pour les AED.**

« **L'inclusion systématique et forcée des élèves en situation de handicap** conduit à des conditions de travail toujours plus compliquées : plus d'élèves par AESH, des élèves accueillis dans des conditions indignes et stigmatisantes, des élèves au profil parfois violent scolarisés dans les écoles et établissements scolaires par manque de place dans les structures adaptées. La mise en place des PAS prépare la baisse du nombre de notifications, donc d'AESH et, *in fine*, le transfert de la gestion du handicap sur tous les personnels. Ce manque d'accompagnement pénalise les élèves en situation de handicap et leurs familles, dégrade les conditions d'apprentissage pour tous les élèves, et les conditions de travail des personnels.

« **Concernant les retraites**, déjà mises à mal par les réformes successives, Sébastien Lecornu a annoncé le 17 septembre dernier qu'il envisage sur le Budget 2027 une revalorisation des pensions inférieure à l'inflation, ou même un gel partiel pour certaines catégories. Notre employeur ne garantit plus notre droit universel à une vie après le travail digne et sécurisée.

« La mise en place de la PSC, la désaffiliation forcée des contractuels à la mutuelle obligatoire, [l'atteinte aux accidents de service, aux CMO à traitement plein, aux temps partiels thérapeutiques](#), le retardement de la subrogation pour les AESH, tout ceci participe de cette même logique de destruction de nos acquis sociaux et à la paupérisation des personnels.

Soutien aux lycéens mobilisés. Les lycéens ont le droit de s'exprimer, le droit de manifester, le droit de revendiquer, ils sont des citoyens en devenir, et l'avenir de notre pays. Nous sommes solidaires car leurs revendications rejoignent les nôtres. La réponse ne peut pas être la répression, ni de les renvoyer à la maison avec un « plan de continuité pédagogique. » Revendiquer n'est pas un crime, la contestation n'est pas un virus. Les jeunes doivent pouvoir se réunir en sécurité. Fermer les lycées, c'est les laisser à la rue plutôt que de les accueillir et leur permettre de se réunir à l'intérieur des établissements.

C'est pourquoi l'AG a décidé :

- ⇒ De tenir un plan de réunions d'information syndicale pour informer les personnels sur leurs droits et préparer le rapport de force pour défendre et reconquérir nos droits. Pour notamment mener une campagne pour l'augmentation des salaires : augmentation immédiate de 10 % du point d'indice et rattrapage des pertes cumulées depuis 2000, soit une augmentation de 32%.
- ⇒ De participer à la descente au ministère le 5 novembre pour la défense de l'enseignement spécialisé, pour la création des 1000 places nécessaires pour accueillir les élèves sur liste d'attente pour une place en établissements médico-sociaux (ITEP/IME) dans notre département, contre les suppressions de postes, pour une grille de rémunération pour les personnels AED, pour un statut de la Fonction Publique pour les AED et les AESH.
- ⇒ De prendre toutes les dispositions pour réussir les élections professionnelles qui auront lieu du 3 au 10 décembre 2026.

Voter FO, c'est voter pour donner des moyens au syndicat de faire aboutir vos revendications.



Voté à l'unanimité